

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la vallée  
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 05/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur 

**PAPREC NORD NORMANDIE**

7 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX  
75008 Paris

Références : 2025-E20092  
Code AIOT : 0003802608

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement PAPREC NORD NORMANDIE implanté 80 Bis avenue Roger Dumoulin 80080 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite inopinée s'inscrit dans le cadre d'une reprise partielle des activités du site suite à l'incendie des 27 et 28 janvier 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC NORD NORMANDIE
- 80 Bis avenue Roger Dumoulin 80080 Amiens
- Code AIOT : 0003802608
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC NORD NORMANDIE est enregistrée par arrêté préfectoral du 17 mai 2024 pour exploiter des installations classées portant sur le regroupement, le tri, le recyclage et la valorisation de plusieurs types de déchets (notamment papier, cartons, plastiques, équipements électronique, plâtre, etc).

#### Contexte de l'inspection :

- Accident
- Récolement
- Suite à sanction

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les avaloirs sur la devant du site sont toujours obstrués pour cantonner les eaux de pluies qui percolent sur les déchets calcinés présents dans le bâtiment incendié et dépourvu de toiture.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Reprise partielle des activités	Autre du 27/03/2025	Sans objet
2	Rétention des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités reprises sur le site sont conformes au dossier de porter à connaissance pour lequel le Préfet de la Somme a donné acte en date du 27 mars 2025. Pour les activités de transit et regroupement de déchets cartons et non dangereux, un arrêté préfectoral complémentaire est nécessaire pour encadrer cette reprise d'activité. Il est joint au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Reprise partielle des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/03/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des lixiciat
<b>Prescription contrôlée :</b>

Cette reprise partielle est autorisée sur la plateforme extérieure et concerne uniquement le tri, le transit et le regroupement :

- des déchets électriques et électroniques, en alvéoles couvertes, dans la limite de 1039 m<sup>3</sup>,
- des déchets de bois non traité,
- des biodéchets en contenants étanches, dans la limite de 30 m<sup>3</sup>,
- des déchets de verre trié ou en mélange (menuiseries vitrées),
- des déchets inertes. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions réglementaires en vigueur, et notamment l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018, relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement, au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2714 (déchets non dangereux de bois) ou 2716 (biodéchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Constats :**

Lors de cette visite, l'inspection des installations classées constate la remise en service partielle du site sur sa partie extérieure. Les opérations de tri transit regroupement de déchets non dangereux et cartons n'ont pas repris, conformément au donner acte susvisé. Deux bennes de biodéchets étaient stockées sur le côté du site le jour de la visite. Il conviendra de s'assurer que chaque typologie de déchet soit dans des alvéoles dédiées et/ou avec un marquage adéquat.

Les autres activités du site, notamment celles en intérieur, n'étaient pas reprises le jour de la visite conformément à la suspension des activités définie à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 19 février 2025. L'inspection constate la présence des déchets calcinés dans le bâtiment incendié. Aucun mouvement n'est constaté de ces déchets depuis la dernière visite. L'exploitant précise que les expertises juridiques et assurantielles demeurent en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Rétention des sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualités des eaux

#### **Prescription contrôlée :**

Le sol des aires [...] où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Cette disposition n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée. Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs [...]. Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté à un unique endroit de la dalle extérieur un défaut d'étanchéité. Cette fissure se situe au milieu de cette dernière, entre les alvéoles DEEE et celle désignée pour le bois. L'exploitant précise avoir établi un devis, et que ces travaux seront réalisés très prochainement. L'inspection des installations classées précise qu'ils devront être effectifs avant la reprise de flux cartons et DND.</p> <p>Pour les alvéoles de DEEE, l'exploitant a mis en place une couverture des alvéoles dédiées à cette typologie de déchets conformément à son porter à connaissance. Cette dernière n'est par pourvue de gouttière. Les eaux de pluies de cette couverture sont dirigées vers l'arrière de l'alvéole (voie de circulation), puis vers le bassin de 250m3.</p> <p>Les autres alvéoles ne sont pas couvertes et la plupart des déchets présents le jour de la visite étaient conditionnés dans des bennes étanches. Seuls les déchets de bois étaient stockés à même le sol dans une alvéole dédiée. Les eaux de pluies de ces flux de déchets, susceptibles d'être polluées, sont collectées et dirigées vers le bassin extérieur étanche de 250m3 à l'aide d'avaloirs. L'exploitant précise que dans le cadre des échanges en cours pour la reprise d'activité des flux de cartons et DND, il prévoit des paniers sur ces derniers afin de récolter les déchets grossiers et en suspension dans ces eaux.</p> <p>Pour les flux issus des déchets de cartons et de DND (activités non reprises le jour de la visite), l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il ne souhaite pas couvrir ces alvéoles par courriel du 15 avril 2024, mais qu'il souhaite continuer la collecte de ces eaux et de réaliser des analyses en amont de leur rejet au milieu naturel. Il prévoit pour cela la création d'une communication entre le bassin étanche et la zone d'infiltration afin de réaliser des "batch" vers la zone d'infiltration. L'inspection précise que ces opérations de "batching" doivent être encadrées par arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens au présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Entreposage des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul> <p><b>Objet du contrôle :</b></p>

- vérification que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation et six mètres dans les autres cas ;  
présence des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ;  
couverture des zones d'entreposage quand cela s'avère justifié.

**Constats :**

La signalétique de la cours extérieure doit être revue compte tenu des modifications d'organisation du site. Il convient de s'assurer que chaque alvéole affiche la typologie de déchet qui y est destinée. Concernant la migration de polluant vers les eaux, les activités reprises par l'exploitant dans le cadre du donner acte visé au premier point de contrôle n'entraîne pas de pollution vers le milieu naturel.

Il convient de relever cependant que dans l'alvéole destinée au déchet de bois, des déchets de bois de classe A et B étaient présents le jour de la visite. Le bois de classe A correspond à des déchets de bois d'emballage non traités et non peints (palettes, caisses, cagettes...) ; Le bois de classe B correspond à des déchets de bois non dangereux, faiblement traités, peints ou vernis. Les eaux susceptibles d'être polluées par ces déchets sont aujourd'hui dirigées vers le bassin de 250 m<sup>3</sup> et évacuées en filière adéquate. Ces eaux seraient analysées dans la future surveillance des eaux évoquée au point de contrôle n°2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place la signalétique de sa cour extérieure dans un délai de 3 mois afin de correspondre à la nouvelle organisation de la cours extérieure.

L'exploitant justifiera de l'absence de migration de polluant, dès lors que des eaux de pluies percolent sur des bois de classe B, dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois